

Le faux combat contre « l'antisémitisme » de pompiers pyromanes



Par Lucien Samir Oulahbib

À lire la pancarte incriminée, il s'avère en préambule que la pantalonnade de certains dirigeants du RN et ex-FN (réaction très décevante de Philippot, par exemple – repassant la patate chaude) reste incompréhensible tant il n'y a pas écrit sur celle-ci une once d'antisémitisme, pas une, à moins d'établir là aussi et là encore un lien mécanique de cause à effet entre ladite appartenance politique de cette enseignante, porteuse de cette pancarte qui dénonce les principaux acteurs de la situation post-démocratique actuelle (régie de fait par un Conseil occulte dit de défense ce qui est anticonstitutionnel comme l'indique Valérie Bugault) et des positions idéologiques supposées être affiliées en général à ce qui lui est reproché ce qui reste à démontrer déjà juridiquement.

D'autant plus que les accusateurs, et, parmi eux les officiels, sont, par contre, profondément engagés dans le discrédit de plus en plus permanent de l'État d'Israël, du fait de prises de position très pro-palestiniennes *de facto*, par exemple en participant à nombre de condamnations promues par l'UE ou l'ONU (voire en s'abstenant de prendre position. Or même là c'est s'engager, en renvoyant ainsi dos à dos). Ceci découle non pas d'une critique recevable d'État à État (par exemple lorsqu'il s'agit de crimes dépassant l'entendement), mais d'une tournure idéologique a priori, d'un parti pris de fait, certes sournois (depuis 1967), mais antisioniste *effectif* et donc, par quelques biais, antisémite. Ne tournons pas autour du pot (quoique d'un nouveau genre) puisque continuer à toujours nier ce qui *s'est réellement passé depuis 1947* (lire à ce propos **Le numéro été de Dogma**, en particulier les articles de Shmuel Trigano et la recension du livre de Pierre Lurçat) revient à faire pencher toujours la balance plutôt d'un seul côté et donc *de facto* à avaliser un discours unilatéral qui s'auto-alimente *aujourd'hui* via certaines officines françaises aux ordres, stipulant par exemple qu'il existerait sous nos yeux un « apartheid » effectif en Israël ce qui est, bien entendu, strictement faux.

Rappelons juste quelques faits avant de poursuivre sur cette pancarte.

Commençons déjà par lesdits « arabes israéliens » : ils vont et viennent, enseignent, soignent, vivent tout simplement et sont même représentés au Parlement, et ensuite concernant également les populations régies par l'OLP et le Hamas qui, elles, ne vivent pas non plus une situation façon Ouïghours en Chine communiste (guère condamnée par les officiels Français sur ce point précis), alors que leurs organismes qui les dirigent (OLP, Hamas) les empêchent par contre de vivre ne serait-ce que le dixième de droits que détiennent les Arabes israéliens (qui pourtant les avalisent tout en refusant de vivre sous leur joug).

Pourquoi ? Parce que ce sont des instances non démocratiques, pourtant reconnues, de fait, par les officiels français et internationaux (les mêmes qui condamnent cette enseignante, Cassandre Fristot), alors que l'OLP et bien sûr le Hamas ont refusé d'appliquer le second volet des accords d'Oslo, en l'occurrence le plan Clinton (qui allait dans leur sens pourtant), tandis qu'aujourd'hui ils réclament des choses qui ne leur ont jamais appartenu, comme Jérusalem (inconnue dans leur Livre) ou le fait de vouloir, obstinément, le rapatriement de *tous* les « réfugiés » de leur guerre déclenchée suite à leur refus de la séparation entre deux États ainsi que de leurs descendants (soit entre 4 et 7 millions si l'on s'en tient aux chiffres de l'OLP et du Hamas) et qu'ils « rentrent » en Israël même et non pas dans leur futur État, ce qui est un non-sens. Et en plus, ils oublient le sort de ces centaines de milliers de juifs pourtant non israéliens expulsés des pays dits « arabes » (Algérie comprise).

Ne rentrons même pas ici dans la question de « l'annexion » ou pas des « territoires » « occupés » pour les palestiniens, « libérés » pour les Israéliens de « canal historique », « contestés » pour les plus aptes à des compromis. Ce qui importe ici est de comprendre qu'il y a bien deux poids et deux mesures produits par une supposée lutte antisémite et antiraciste (qui en même temps soutient les discours antijuifs des dirigeants palestiniens, puisque pour eux un juif ne peut pas être souverain sur une terre devenue musulmane). C'est un fait, au-delà des discours somnifères en direction de dirigeants occidentaux soumis ou toujours sous domination idéologique de toute cette antienne stipulant que les « juifs » gouvernent le monde alors que tous les métiers qu'ils exercent aujourd'hui étaient méprisés ou interdits pour les non juifs naguère...

Certes, un certain discours eugéniste et racialisé a encore pignon sur rue, mais il a été supplanté depuis longtemps par la phraséologie issue de ce djihadisme qui s'est lié (non pas opportunément, mais foncièrement) avec le nazisme par exemple, puis avec les courants altermondialistes (tel Ramadan), d'où les accointances progressives au fil du temps, et actuelles, avec l'extrême gauche proudhonienne et bakouninienne qui entraînent les néoléninistes (Plenel, Mélenchon) et poststaliniens (Autain, Haas) vers un antisionisme exacerbé qui enflamme les cours d'histoire dans les écoles occidentales, en particulier celles situées au sein des territoires non plus seulement « perdus », mais « conquis » désormais par le djihadisme officialisé de fait, dans maints endroits, via un clientélisme forcené et sous les effets de boutoir des lobby wahhabite qatari saoudien et turc.

Aussi est-il réellement affligeant et en même temps ironique d'observer des officiels se vautrer dans l'indigence de la fausse dénonciation afin de casser un mouvement qui récuse leur coup d'État *de fait*, puisqu'en effet nous sommes désormais sortis de l'État de droit, malgré les apparences du contraire.